

Comme dix mille soleils

« Il est vrai que ces gens ne vivent pas, disons, comme nous les Occidentaux, les gens civilisés, bien qu'ils soient plus proches de nous que ne le sont les souris de laboratoire. »

Merril Eisenbud*

Au lendemain de la vaporisation d'Hiroshima, *Le Monde*, dans l'ivresse de la victoire, titrait : « Que le monde fasse confiance aux physiciens, l'ère nucléaire commence ! » (1) Et les physiciens atomistes, y compris le prix Nobel Frédéric Joliot-Curie, admirateur de Maurice Thorez et père fondateur du CEA, affirmaient sans vergogne que, bien maîtrisée, l'énergie nucléaire constituerait la source d'énergie inépuisable et sans danger dont l'humanité avait bien besoin dans sa marche incessante vers le progrès. Aujourd'hui, nous pouvons mesurer les progrès obtenus. L'énergie nucléaire militaire et civile est omniprésente et, s'il est dans la nature de l'industrie de stériliser ce qu'elle appréhende, reconnaissons à celle du nucléaire la capacité d'avoir fait bien plus de dégâts en moins de cinquante ans que trois cents ans d'industrialisation de la planète. Les cadavres et les estropiés à vie se comptent déjà par dizaines de millions, victimes des retombées civiles et militaires de l'atome, en particulier d'expérimentations de masse plus ou moins avouées.

Pour les Etats, le progrès était ailleurs. Ils plaçaient beaucoup d'espoir dans le nucléaire car ils y voyaient l'une des bases essentielles, sans commune mesure dans l'histoire, de l'accumulation de la puissance du capital. Dans l'esprit des hommes d'Etat de l'époque, il constituait la forme d'énergie primaire la mieux adaptée au mode d'industrialisation issu de la Seconde Guerre mondiale et au type de destruction massive des cités qu'ils envisageaient au cours de la Guerre froide. En France, le pouvoir d'Etat, issu du conseil de la Résistance, comprit l'importance de doter le pays du nucléaire, en particulier de l'électronucléaire, pour qu'il puisse prendre place sur l'échiquier mondial, dominé par les Etats-Unis et l'URSS. D'où, dans les conditions de l'époque, la mise en place du monopole d'Etat sur la recherche et la réalisation de sites expérimentaux. Le PCF, grand vainqueur de la Résistance, joua, via les Joliot-Curie et consorts, le rôle de promoteur dans la création de l'institution d'Etat qui allait devenir la chose des nucléaristes français : le CEA. Pour ces compagnons de route du PCF, le communisme aux couleurs de la France, c'était la démocratie plus l'atome. Le nucléaire à la française était né, même si c'est au lendemain de la crise du pétrole que la priorité fut accordée à la réalisation à grande échelle du programme électronucléaire.

De plus, le nucléaire présentait l'immense avantage de renforcer la soumission des simples citoyens à leurs Etats respectifs. Au cours de la Guerre froide, la propagande officielle sur l'horreur de la solution finale par la bombe nucléaire permit d'occulter les horreurs quotidiennes du nucléaire civil et militaire, et de paralyser la masse de la population. En France, terre d'asile du scientisme, la propagande d'Etat sur la sûreté nucléaire a atteint, lors du lancement du programme électro-nucléaire, les sommets du fanatisme : quiconque osait émettre quelques réserves, par la plume ou par d'autres moyens, était mis à l'index, dénoncé comme obscurantiste, voire stigmatisé comme traître à la nation. Le tandem chauvin PCF-CGT, bien qu'il ait perdu des plumes au CEA dès la guerre de Corée, s'illustra toujours par la suite dans la chasse aux sorcières et par le matraquage des contestataires du nucléaire, qualifiés, dans la pure tradition marxiste-léniniste, d'agents de l'étranger. Le fonctionnement quotidien des sites nucléaires, sans même parler des dérapages alors occultés (2), raffermis le mythe de la sûreté garantie par l'autorité suprême, le pouvoir d'Etat. Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, la notion de sûreté des installations industrielles pouvait être étendue bien au-delà de leurs murs. Nucléaire rime avec contrôle de la population et transformation en profondeur du territoire. Les plans de sécurité nucléaire n'ont jamais eu d'autre sens, en France et ailleurs, comme le souligna avec cynisme Pierre Tanguy, directeur de l'Institut de protection nucléaire du CEA : « L'objectif de la sûreté nucléaire est d'assurer que le niveau de risque est assez bas pour que la population puisse l'accepter » (3). Pour l'Etat, en cas de danger « d'excursions nucléaires » (4), l'essentiel est toujours d'instaurer la loi martiale, de parquer les irradiés irrécupérables, de les laisser crever dans les périmètres de sûreté, et, en priorité, de prévenir et d'écraser les velléités de révolte. Le reste n'est que broutilles, destinées à rassurer les populations parfois inquiètes.

Mais, désormais, l'optimisme de commande n'est plus de mise. Les excursions majeures sont reconnues comme possibles. Les autorités les plus « qualifiées », telle l'Agence mondiale de l'énergie, admettent que le nucléaire est en crise. De façon plus précise, la filière électronucléaire. A leurs yeux, le jeu n'en vaut plus la chandelle, pour des raisons qui tiennent au mode même de fonctionnement du nucléaire et aux dépenses qu'il occasionne pour continuer à tourner. L'hypercentralisation de l'industrie nucléaire, dont la France est le modèle, et le gigantisme des moyens mis en œuvre compensent à peine la tendance à la baisse du rendement, à tous les sens du terme, inhérente aux centrales thermodynamiques. Dans le cas des centrales électronucléaires, la production d'énergie utilisable est modeste au regard de leur autoconsommation. Quant aux surgénérateurs au plutonium-sodium, qui devaient prendre la relève des réacteurs à uranium

comme corne d'abondance de l'énergie, ils ont révélé l'absurdité de l'ensemble de la filière. L'échec est total, en France comme ailleurs. Incontrôlés et incontrôlables à grande échelle, leur rendement ne fut même pas nul, mais toujours négatif ! Et les multiples tentatives de mise en route capotèrent vite, vu leur régime capricieux qui échappe aux calculs des sorciers de l'atome. En France, malgré l'acharnement du CEA, l'Etat s'est rendu à l'évidence. Il parle de démanteler SuperPhénix, bien que personne ne sache comment commencer l'opération sans trop de risques.

Pendant longtemps, le nucléaire continuera à nous empoisonner. D'abord, parce que les ordures nucléaires s'accumulent et qu'aucun atomiste ne sait quoi en faire si ce n'est les enfouir dans le sol pour qu'on les y oublie. Les zones rurales, ou désertiques, déjà sélectionnées n'y suffisent pas et les Etats nucléaristes commencent, de façon discrète, à transférer leurs poubelles hors de leurs frontières. (5) Dans les décennies à venir, le tiers-monde est destiné à devenir le dépotoir du monde. Ensuite, parce que, pour l'Agence mondiale, il n'est pas question de mettre fin au nucléaire du jour au lendemain, mais de préconiser la réduction progressive du rôle du nucléaire civil comme énergie de base, voie dans laquelle sont engagés les Etats-Unis. Enfin, parce que nucléaire civil et militaire sont très liés et que les Etats ne peuvent renoncer à de pareils outils, pour des raisons qui tiennent à la fois au prestige et à la puissance. La mise à la ferraille des missiles de la Guerre froide ne signifie pas la fin des armes nucléaires, à moins de croire à la fable de leur élimination définitive sous l'égide de l'ONU. Au contraire. Des Etats comme la Chine, qui n'ont nul besoin du nucléaire comme source d'énergie industrielle, continuent à acheter des centrales pour disposer des explosifs potentiels qu'elles génèrent, le plutonium en particulier. Et tous les Etats nucléaristes mettent aujourd'hui en place des systèmes d'armes nucléaires plus sophistiqués, plus adaptés aux conditions actuelles de la guerre, y compris de la guerre civile sur leur propre territoire, dont les prototypes ont déjà été expérimentés en grand lors de la guerre du Golfe. (6)

En France, la crise, longtemps masquée, est en train d'éclater au grand jour. Face à l'accumulation des fuites bien réelles du nucléaire et à l'apparition de divergences au sein de l'Etat, les gestionnaires autorisent, et organisent parfois, quelques fuites virtuelles dans le domaine de l'information, pour montrer qu'ils sont préoccupés par la santé des citoyens et aussi pour les habituer à la possibilité de désastres. (7) Le nucléaire français devrait être le plus sûr du monde. Désormais, ils demandent aux gens de survivre avec cette épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes. De plus, avec l'intégration européenne, l'époque du monopole de l'Etat français sur la construction des centrales, la production et la distribution de l'électricité sur le territoire est révolue. Le CEA freine des deux pieds, tente de repousser l'échéance

et de prolonger la durée de vie des centrales, malgré la multiplication des arrêts d'urgence, des signes de fatigue des installations, des comportements erratiques des vieux réacteurs, et des difficultés de démarrage des nouveaux, symptômes qui laissent présager le pire. (8) L'Etat stoppe SuperPhénix, mais tente de remettre en service Phénix, surgénérateur expérimental obsolète et très instable. Le prétexte de la réouverture du tas de ferraille est la neutralisation de la masse d'immondices ultra-radioactifs. Les nucléocrates savent que la transmutation en noyaux inoffensifs d'isotopes très radioactifs échoue en général, même en laboratoire. Mais ils espèrent poursuivre leurs expérimentations dangereuses.

Mais quelles que soient les résistances du noyau dur du CEA, épaulé par le PCF et la CGT, l'Etat français est bien obligé de tenir compte des nouvelles donnes du jeu mondial. L'orientation de l'Agence européenne de l'énergie est limpide : elle n'est pas disposée à payer les lubies ruineuses des derniers dinosaures du CEA. L'ouverture du marché français de l'énergie implique déjà que Framatome perde le monopole de la construction de centrales et qu'EDF abandonne celui de la distribution à usage industriel. Dans le cadre de la division européenne du marché de l'énergie, à la France revient le rôle peu glorieux, bien que lucratif, de recycler via la Cogema les poubelles nucléaires et, peut-être, de collaborer avec l'Allemagne à la mise sur pied du futur réacteur nucléaire européen, l'EPR. (9) Bref, l'unanimité n'existe plus au sein de l'Etat français. Reste la gestion au jour le jour du parc électronucléaire. Mais la crise du nucléaire à la française ne le rend pas moins dangereux. Elle pousse les managers de l'atome à des fuites éperdues lourdes de conséquences pour notre propre peau.

Il n'en fallait pas plus pour que des écologistes se croient investis de la mission de sauver la France du péril nucléaire. « En nous rassemblant, nous pouvons peser afin de nous faire entendre des décideurs », « pour sortir notre pays du borbier nucléaire dans lequel il est empêtré depuis près de vingt-cinq ans », (10) affirment ainsi les fondateurs du réseau Sortir du nucléaire. Remarquons la modestie du propos et les omissions sur l'origine du nucléaire français. L'acte de naissance est antidaté, sans doute pour ne pas froisser les camarades pronucléaires des camarades écologistes aujourd'hui au pouvoir.

L'hostilité à l'atome fut toujours faible en France, à cause de la distance prise par De Gaulle envers l'OTAN au cours de la Guerre froide, et du rôle décisif du couple PCF-CGT dans le ralliement de la population au nucléaire. Il n'en reste pas moins vrai que l'opposition à l'installation des centrales nucléaires fut réelle, parfois radicale, même si les réflexions et les actes les plus subversifs restèrent minoritaires. De cette époque, il ne reste que quelques irréductibles isolés, les moins résolus sont rentrés dans le rang, brisés par la violence de la répression mais sur-

tout désespérés par les promesses non tenues du PS, relayées par les lobbies écologistes alors en formation. Ils n'avaient pas compris que les promesses du Prince n'engagent que ceux qui y croient. Le reste a vivoté sous la forme de groupes de contre-expertise et de surveillance placés sous la houlette de chercheurs de sensibilité écologiste, encore en activité au CNRS, voire au CEA, ou déjà en retraite, dont le rôle a grandi au fur et à mesure que l'activité critique rétrécissait comme peau de chagrin. L'évolution vers le lobbying des comités « Stop », qui ont survécu à la mise en place de « leurs » centrales respectives, en est le meilleur exemple, quelles que soient la sincérité et l'hostilité au nucléaire de leurs membres.

Désormais, c'est sous le signe du « réalisme », et du refus de « l'utopie », que les gestionnaires de la défaite veulent faire entendre leur voix. Mais leur scénario de « sortie non différée du nucléaire » relève de la pure escroquerie. Car, c'est sans doute la première fois dans l'histoire que l'activité humaine a généré des ravages à pareille échelle, et aux conséquences incalculables pour l'ensemble de la vie planétaire. Par suite, la seule chose que nous pouvons affirmer avec quelque raison, c'est que la société nucléarisée a réussi à faire reculer le rêve d'en finir avec le monde de l'exploitation et de la domination à bref délai : bon gré, mal gré, des révolutions dignes de ce nom hériteront de la masse de décombres radioactifs sur de longues périodes, et elles devront bien s'en occuper à leur manière.

Les mêmes qui parlent du nucléaire comme du diable en personne peaufinent des plans de réformes introuvables et, de façon plus prosaïque, préconisent ce qui est déjà en cours de réalisation hors de l'Hexagone. Leur sens des réalités consiste à faire de la surenchère sur les recommandations de l'Agence européenne, en matière d'alternatives au nucléaire, lesquelles, vu les avancées technologiques, commencent à devenir rentables. « Sortir du nucléaire, c'est possible », (11) affirment ainsi les Belbéoch dans leur livre, qui résume à merveille l'esprit gestionnaire des milieux écologistes. Leur souci de réalisme va très loin : ils font l'impasse sur le nucléaire militaire. L'oubli n'est pas innocent : leur scénario de sortie instantanée du nucléaire civil, basé sur la remise en service et le perfectionnement des centrales à charbon, l'exige. En réalité, tous, en véritables conseillers du prince, cherchent à prouver que le capitalisme peut très bien fonctionner sans l'atome et font la promotion de leurs recettes particulières qu'ils présentent comme exemptes des tares de l'énergie nucléaire, du moins comme le moindre mal. Mais à supposer que l'installation des générateurs d'énergie qu'ils appellent de leurs vœux soit généralisée dans le proche avenir, il est douteux que la vie des damnés de la Terre en soit améliorée pour autant. Surtout lorsque nous voyons les prouesses technologiques diverses et variées que nous concoctent les laboratoires de recherche en énergie. Nul besoin d'être prophète pour comprendre que la diversification des sources d'énergie traduira l'augmentation de la puissance du capital.

Les écologistes affirment sans rire que, à condition de prendre appui sur la prétendue hostilité des citoyens au nucléaire, il est possible de faire pression sur l'Etat, pour sortir du jour au lendemain du borborygme. Ils l'auraient déjà obligé à fermer SuperPhénix et à abandonner le site du Carnet, vitrine de l'EPR. Soyons sérieux : la marche des Européens contre SuperPhénix et les festivités au Carnet furent la caricature des résistances à l'installation de Creys-Malville et de Plogoff, dans les années 70, des mises en spectacle à usage des médias, rien de plus. Mais les promoteurs ont décidé de faire passer des décisions d'Etat pour leurs propres victoires. La faiblesse a toujours puisé sa force dans la croyance aux miracles de la démocratie.

En France, les oppositions au nucléaire sont très timides. Les plus marquantes refusent l'enfouissement des déchets dans les sites sélectionnés. Des habitants du cru ne veulent pas que leurs communes soient transformées en dépotoir sous prétexte d'y installer des pseudo-laboratoires. Le mot d'ordre « Pas de nucléaire, ni ici, ni ailleurs » rassemble ici et là quelques radicaux, mais l'esprit de clocher, tare originelle de l'antinucléaire en France, continue à faire des ravages. L'hostilité au pouvoir central n'empêche pas les gens concernés d'écouter les amis de Voynet, qui veulent recycler les déchets au lieu de les enfouir, ou encore les entasser autour des usines de la Cogema. A force de vouloir racoler large, les recycleurs des associations écologistes en viennent à caresser dans le sens du poil le régionalisme le plus borné. Les centrales de proximité alternatives sont à la mode et elles seraient, aux dires des écologistes, l'avenir des régions autogérées en énergie. Cette version idyllique et modernisée du « small is beautiful » permet d'oublier que les micro-centrales proposées désormais sur le marché de l'énergie décentralisée comme panacée universelle sont en réalité créées par le « big », le capital très concentré et centralisé qui contrôle le secteur des technologies de pointe.

De même, les oppositions au sein d'EDF, qu'ils montent au pinacle, se résument à peu de choses. Dans leur masse, les travailleurs du nucléaire ont toujours brillé par leur absence, voire par leur haine des iconoclastes qui tentaient de renverser leur idole radioactive. Leur attachement à l'entreprise d'Etat, et aux minces privilèges qu'elle leur octroie, est toujours très fort, même lorsqu'elle les paye en radiations. De toute façon, le sale travail est fait par les précaires, la chair à rem, comme les appellent les bonzes syndicaux d'EDF. L'Autre Voie pour EDF n'est que l'amalgame ultra-minoritaire de syndicalistes contestataires, dans le genre de SUD. Ils sont surtout soucieux de défendre l'image, le rôle et le statut du service d'Etat, ternie, à leurs yeux, par le lobby nucléariste et menacé par l'ouverture européenne. En réalité, les leaders des associations écologistes tentent de créer, à l'image de la multinationale de l'écologie, Greenpeace, leur propre lobby national,

à gauche de la gauche officielle. Et, pour apparaître sur la scène comme force présentable, ils doivent montrer qu'ils sont capables de canaliser les résistances potentielles. Ainsi, les promoteurs du réseau Sortir du nucléaire annoncent : « Le but du réseau est de mettre en place le rapport de force qui permette de mettre fin au programme nucléaire français en maintenant l'équilibre entre la vie associative de base et l'efficacité du groupe de pression doté de salariés. » Pour réaliser son noble but, « le réseau dispose du savoir-faire médiatique et logistique », « né de la réussite de la lutte contre SuperPhénix ». (12) Voilà qui a au moins le mérite de la clarté. Les indignés en mal d'activisme qui veulent aujourd'hui y participer ne sont même pas pris en traitres. A eux le pain quotidien du militantisme de base écologiste : confection et distribution de badges, jeûne sur des sites pressentis par le CEA, conférence de presse, entretien de la microbureaucratie du réseau, etc. Les plus exaltés peuvent pimenter l'affaire par quelques coups spectaculaires à la mode de Greenpeace, destinés à augmenter l'audimat du lobby.

Comme l'a souligné Marx, il arrive que l'histoire soit répétitive, la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. La comédie des réseaux d'opposition au nucléaire français confirme la maxime. Mais, dans le monde illusoire de la démocratie idéale, la question des conditions, des objectifs, et des difficultés de la lutte n'est jamais posée. Les tentatives de « revitaliser » l'opposition au nucléaire hexagonal telle qu'elle fut dans les années 70 relèvent au mieux de la nostalgie, au pire du spectacle du plus mauvais goût. Les conditions générales étaient beaucoup plus favorables qu'aujourd'hui dans la mesure où l'antinucélaire était partie prenante, malgré des limites évidentes, des tendances radicales qui marquèrent l'époque du sceau de leur utopie. Pourtant, il a échoué à retarder, sans même parler d'entraver, la réalisation du programme électronucléaire. Désormais, il n'existe rien de tel, sinon à l'état embryonnaire. La production nucléaire est devenue, en France plus qu'ailleurs, partie intégrante de la survie quotidienne. Nul citoyen n'échappe comme consommateur. Et leur simple angoisse, en général refoulée, des catastrophes nucléaires ne fera pas le printemps de la subversion s'ils ne remettent pas en cause eux-mêmes, pour eux-mêmes, leur condition d'ilotes du capital. Le bluff et les gesticulations de quelques spécialistes de l'intervention spectaculaire ne leur seront d'aucun secours. Plus que jamais, il est impossible de combattre le nucléaire sans combattre la société qui lui a donné naissance, sans rompre sans retour avec les réformateurs des lobbies écologistes. Toute tentative de subversion du monde nucléarisé doit reprendre les choses là où elles ont été abandonnées, reprendre les questions laissées en suspens. Ainsi, il est impossible de se contenter de l'ancienne contestation de l'énergie nucléaire mais, à travers elle, de pousser la critique plus loin, vers la remise en cause du monde de l'énergie lui-même, sans se

laisser séduire par les nouveaux costumes de scène qu'il revêt. Voilà qui paraîtra sans doute de peu d'intérêt aux amateurs « d'efficacité ». Pourtant, c'est l'une des conditions pour donner tout son sens à notre combat. ●

André Dréan

Mail : nuee93@free.fr

Décembre 1998

* – 24 février 1994, communication au Congrès américain où le ténor de l'atome tente de légitimer les expériences de contamination radioactive menées dès 1956 sur les habitants des îles Marshall

1 – Editorial du *Monde*, en décembre 1945.

2 – En pleine Guerre froide, les grandes puissances étaient d'accord pour couvrir du voile du secret les accidents nucléaires, chez eux comme à l'étranger. De concert avec l'URSS, les Etats-Unis interdirent ainsi la divulgation du plus catastrophique d'entre eux, en octobre 1956, dans l'Oural.

3 – Dossier sur les dangers nucléaires, *Sciences et Avenir*, hors-série, mai 1979.

4 – Excursion est le terme utilisé par les nucléocrates, depuis l'accident de Three Miles Island, en 1978, aux Etats-Unis, pour désigner l'explosion des réacteurs. Il fait référence aux aventures champêtres du nucléaire, les sites sont en général installés à la campagne.

5 – Taïwan vient de signer son premier accord avec la Corée du Nord pour transformer des mines désaffectées proches de la frontière chinoise en poubelles nucléaires.

6 – Lors de l'offensive Tempête du désert, les blindés et les blockhaus irakiens ont été détruits par des cônes de choc constitués d'uranium appauvri, métal très dur, fabriqué aux Etats-Unis et en France, à partir du combustible usé des centrales. A la différence de l'uranium enrichi, il ne génère pas de réactions en chaîne, mais il fond à l'impact avec de très forts dégagements de chaleur. Radioactif, il a contaminé la population de l'Irak et du Koweït, ainsi que les troupes de l'ONU.

7 – Telles ces pastilles d'iode distribuées aujourd'hui en France autour des sites nucléaires, censées neutraliser l'iode radioactif en cas d'explosion. Elles sont quelque peu efficaces à condition d'être ingérées dans l'heure qui précède les retombées. De toute façon, l'iode radioactif n'est que l'un des isotopes, et pas des pires, générés par la fission nucléaire.

8 – Même les plus sophistiqués et les plus récents, comme les derniers réacteurs made in France, Civaux et Chooz, ont eu tendance à partir en excursion dès les premiers essais – des conduites de sécurité du réacteur ont cédé, etc. –, ce qui n'aurait pas manqué d'arriver s'ils avaient tourné à plein régime.

9 – La différence entre le prototype et les PWR français en service tient à très peu de chose : la présence sous le réacteur de récupérateurs du combustible fondu en cas de pépin, histoire qu'il ne traverse pas la cuve. La bulle de gaz radioactifs, formée dans le cœur du réacteur lors de la montée en puissance incontrôlable, elle, sera relâchée dans l'atmosphère pour éviter l'explosion quasi instantanée. Il suffisait d'y penser.

10 – Rejoignez le Réseau, *Silence*, mai 1998.

11 – *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe*, Bella et Roger Belbéoch. L'Esprit frappeur. 1998.

12 – Rejoignez le Réseau, *Silence*, mai 1998.